

## 6 Société et Culture

## Grève dans le secteur de l'éducation

## Les enseignants du secondaire durcissent leur mouvement...

Prissilia MOUSSAVOU  
MOUITY

Libreville/Gabon

Suite à la décision du Syndicat de l'éducation nationale (Séna) d'entrer en grève dès hier lundi 18 janvier 2016, les enseignants du secteur public, membres dudit syndicat, ne se sont pas faits prier pour emboîter le pas à leurs collègues de la Conasysed. Hier matin donc, les élèves étaient presque, pour la plupart, absents des salles de classe, faute d'enseignants.

LES enseignants membres du Syndicat de l'éducation nationale (Séna), on s'en souvient, avaient décidé vendredi dernier, au cours d'une assemblée générale, d'entrer en grève d'une semaine, renouvelable, dès hier lundi 18 janvier 2016. Ils emboîtaient ainsi le pas à leurs collègues de la Convention nationale des syndicats du secteur éducation (Conasysed), qui ont reconduit leur mouvement à l'issue d'une assemblée générale tenue samedi. Suite à ces appels à l'arrêt de travail, certains établissements publics secondaires avaient, pour la plupart, leurs portes closes hier. En clair, les enseignants des lycées et collèges publics de Libreville n'étaient pas tous à leurs postes ce lundi matin. Et même quand ils y étaient, ils observaient le service minimum.

Du lycée Jean Hilaire



Photo : LLIM

Au lycée Jean Hilaire Obame Eyeghé, les enseignants privilégient les classes d'examen et assurent le service minimum.



Photo : LLIM

Des élèves errant dans la rue, attendant désespérément leurs enseignants.

Obame Eyeghe (Nzeng-Ayong), au lycée Jean-Baptiste Obiang Etoughé (Sibang), en passant par celui de Georges Mabignath (Akebé-Ville), le constat était presque identique : des élèves en uniforme errant dans les couloirs et hors de leurs établissements

respectifs, aux heures où ils étaient censés être en classe. L'absence d'enseignants était évoquée un peu partout pour expliquer cette situation.

Dans la plupart des établissements secondaires visités, seuls les enseignants expatriés dispensaient nor-

malement leurs cours. Au lycée Jean-Hilaire Obame Eyeghe par exemple, la proviseure avoue que les cours au sein de son établissement se déroulaient normalement il y a encore deux semaines. La décision du Séna est venue, à son avis, durcir le mouvement

d'humeur des enseignants. «Les cours se déroulaient certes en dents de scie, et les enseignants nationaux étaient à leurs postes, surtout ceux qui tiennent les classes d'examen. Mais ce matin, nous avons enregistré beaucoup d'absences. Seuls les enseignants expatriés et les non-syndiqués travaillent en service minimum», regrette la proviseure, Odette Mbirra.

Au lycée Georges Mabignath, le constat était le même. Des salles de classe vides et des élèves hors de la concession, étaient des signes que les enseignants, ici, suivent à la lettre le mot d'ordre du Séna. « En tant qu'administratifs, nous sommes astreints au travail. D'où notre présence au lycée. Nous recevons les parents d'élèves et les élèves. Les enseignants expatriés font cours. Ce matin, moins de la moitié d'enseignants est présente en classe », a fait savoir Isabelle Motombo, proviseure dudit lycée.

Dans presque tous les établissements secondaires publics, seuls les non-syndiqués dispensaient les cours en service minimum, en privilégiant les classes d'examen. Au lycée de Sibang, une élève de Terminale nous a confié que les enseignants passent la majeure partie de leur temps en salle de réunion, plutôt qu'en classe. En effet, il est rare de les voir faire cours en ces temps de grève. Les classes du premier cycle sont parmi les plus affectées, car elles sont presque toutes désertes...

## Ici et ailleurs

• Obésité  
Une taxe sur les produits sucrés

Une taxe sur les produits sucrés pourrait prochainement être introduite dans les hôpitaux du Royaume-Uni pour lutter contre le problème croissant de l'obésité, a annoncé hier le chef du service public de santé britannique (NHS).

Le but est de décourager les patients, le personnel et les visiteurs d'acheter les boissons et collations sucrées en augmentant leur prix.

Cette taxe, qui serait mise en place d'ici 2020, pourrait rapporter entre 20 et 40 millions de livres (26 à 52 millions d'euros) par an, a précisé Simon Stevens.

Le montant de cette taxe n'a pas été précisé, mais les associations et médecins souhaitent qu'elle soit de 20%

• Cinéma  
"L'Homme qui répare les femmes", enfin à Kin

Photo : AFP

Le réalisateur belge Thierry Michel a déclaré hier être "soulagé" de pouvoir enfin projeter en République démocratique du Congo son film "L'Homme qui répare les femmes", consacré à l'oeuvre du chirurgien congolais Denis Mukwege en faveur des femmes violées dans l'est de la RDC.

Sorti en Europe début 2014, ce documentaire devait être projeté en septembre à l'Institut français de Kinshasa (ville dépourvue de véritable salle de cinéma), mais avait été frappé d'interdiction par les autorités.

Hier, le film a été montré à quelques dizaines de journalistes, en présence de Mme Braeckman, à la veille de sa première projection publique au Centre Wallonie-Bruxelles (centre culturel belge) de Kinshasa.

• Exposition  
Les femmes à l'honneur à Londres

La photographe américaine Annie Leibovitz a présenté mercredi dernier à Londres, en première mondiale, sa nouvelle exposition de portraits de femmes, un travail débuté en 1999 et "toujours en cours" qu'elle rêve de compléter avec le portrait d'Angela Merkel.

Baptisée "Women: New Portraits" et commandée par l'Union des banques suisses (UBS), cette exposition montre des "femmes à la réussite exceptionnelle", qu'elles soient musiciennes, écrivaines, femmes politiques ou chefs d'entreprise. Elle est présentée à partir de samedi et jusqu'au 7 février dans l'ancienne centrale hydro-électrique de Wapping, dans l'est de Londres.

## ...dans les écoles primaires publiques aussi

LLIM

Libreville/Gabon

DANS certaines écoles primaires publiques où nous nous sommes rendus hier, le constat est le même : lorsqu'elles ne sont pas complètement désertes, certains enseignants y observent un service minimum. Un accent particulier est mis sur les classes de 5e année, qui préparent l'examen du Certificat d'études primaires (CEP). A l'école publique de la cité Mébiame, le directeur, Armand Ondo, explique que sur la base d'un accord passé avec certains enseignants de 5e année, des cours sont dispensés aux apprenants jusqu'à 11 heures maximum : « C'est pour éviter de retomber dans les mêmes travers que l'année dernière que nous avons décidé, avec certains enseignants, de dispenser des cours aux élèves en classes d'examen. Sur la base du constat que nous tirons de l'an dernier. No-



Photo : LLIM

A l'école pilote de Nzeng-Ayong 3, ce sont les élèves qui étaient absents, hier.

tamment, la non prise en compte du temps des grèves lors de l'élaboration des sujets d'examen. Ce dernier ayant nécessairement un impact sur les cours qui sont, soit survolés, soit mis de côté lors de la reprise des cours. Face à ce constat, nous avons décidé, en tant que parents d'élèves nous aussi, de préparer nos apprenants en dispensant le peu de cours que nous pouvons. Tout ceci, dans le but

de les maintenir au même niveau que les autres, qui n'auraient pas connu de perturbations tout au long de l'année.»

Même constat à l'école publique de Sibang 3, où la surveillante générale relève que seules les 5e années apprennent à temps plein, pour espérer garder le cap lors des examens de fin d'année, contrairement aux autres classes (sans examens) qui font cours à



Photo : LLIM

A l'école publique de la cité Mébiame, les enseignants n'étaient pas tous à leurs postes.

mi-temps, au moins jusqu'à 12 heures.

Autre son de cloche à l'école pilote de Nzeng-Ayong 3 où, à l'opposé, l'une des responsables rencontrée sur les lieux a laissé entendre, sous le sceau de l'anonymat, que les enseignants sont bel et bien présents à leur poste, et que les cours sont assurés de la 1ère à la 5e année. En revanche, c'est plutôt l'absence d'élèves dans les

classes qui est signalée en ce début de semaine.

«Certains parents ont décidé de garder leurs enfants à la maison pour plusieurs raisons liées, soit à l'incertitude de rencontrer des enseignants à l'école, soit alors, en présageant de ce qui pourrait leur arriver si jamais des mouvements d'humeur venaient à éclater face au non-respect du mouvement de grève (...), a-t-elle confié.